

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4° année/ N° 180

Du 18 au 24 juillet 1986

POLITIQUE

L'Armée interroge un prêtre

Les exportateurs agricoles rejettent les demandes paysannes

Le Gouvernement effectue des négociations illicites

ECONOMIE

Le Costa Rica fermera ses frontières commerciales au Guatemala

INSURRECTION

L'ORPA repousse la contre-offensive gouvernementale

Attaques de l'EGP dans le nord-ouest

SITUATION SOCIALE

Des insecticides provoquent de nombreuses pertes

MOUVEMENT POPULAIRE

Le Gouvernement entrave l'organisation syndicale

DROITS DE L'HOMME

Massacre d'une famille

La police séquestre des paysans

Attentat contre un dirigeant de communauté

Les assassinats continuent

Des cadavres mutilés

Séquestration de femmes

Les Suisses condamnent l'Armée

POLITIQUE

L'ARMEE INTERROGE UN PRETRE

Le 21 juillet, le Ministère de la Justice invitait le prêtre catholique, Andres Giron, à expliquer sa relation avec les paysans du sud du pays, qui depuis le début du mois de mai se sont organisés en vue de demander des terres.

La citation à comparaître, qui va à l'encontre des dispositions légales en vigueur, a eu pour effet que le religieux s'est vu dans l'obligation de se rendre, escorté à de sérieuses transformations agraires au Guatemala.

40P. 12315

LES EXPORTATEURS AGRICOLES REJETTENT LES DEMANDES PAYSANNES

Le 16 juillet, les associations privées les plus puissantes du pays, l'Union Nationale des Agriculteurs et Eleveurs -UNAGRO- et le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales Industrielles et Financières -CACIF- rejetaient les demandes de transformations agraires formulés au cours des jours précédents par des milliers de paysans du sud du pays.

Les entités patronales ont annoncé qu'une réunion aurait lieu prochainement avec le Président Vinicio Cerezo et ont signalé que toute mesure qui viserait à porter atteinte à la propriété privée de la terre serait considérée comme "illégal".

LE GOUVERNEMENT EFFECTUE DES NEGOCIATIONS ILLICITES

Le 21 juillet, le député Hector Luna Trocoli dénonçait le fait que le Gouvernement avait effectué une négociation illicite portant sur l'achat de 18.000 tonnes de fertilisants destinés à favoriser les petits exploitants.

Le parlementaire a précisé qu'une série de dispositions gouvernementales actuelles étaient contraires aux normes légales en vigueur en matière d'appel responsables du retard accusé par l'arrivée des fertilisants et, partant, l'impossibilité de les utiliser.

ECONOMIE

LE COSTA RICA FERMERA SES FRONTIERES COMMERCIALES AU GUATEMALA

Le 16 juillet, le Ministre de l'Economie du Costa Rica, Diego Escalante indiquait que le Costa Rica avait fermé, le 15 juillet, ses frontières commerciales avec le Guatemala du fait de l'échec des négociations visant à ré-incorporer ce pays dans la Chambre des Compensations d'Amérique Centrale.

A l'heure actuelle, le Guatemala doit au Costa Rica une somme d'environ 70 millions de dollars, desquels 8 millions sont arrivés à échéance et devraient être remboursés incessamment.

INSURRECTION

L'ORPA REPOUSSE LA CONTRE-OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE

Selon un communiqué insurrectionnel diffusé le 23 juillet, les unités guérillères de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont effectué deux attaques contre des forces gouvernementales dans le département occidental de San Marcos, où l'Armée soutient une contre-offensive prolongée depuis le début du mois de juin dernier, "terrorisant la population, la réprimant et confisquant ses biens".

Le 16 juillet, les forces rebelles attaquaient une colonne militaire qui se déplaçait entre le village Barranca de Galvez et le détachement de la propriété El Porvenir, dans la municipalité de San Pablo. Deux jours plus tard, d'autres unités insurrectionnelles harcelaient une troupe stationnée dans la municipalité de El Rodeo. Au cours des deux actions, l'armée a souffert d'un nombre indéterminé de blessés et de trois morts.

ATTQUES DE L'EGP DANS LE NORD-OUEST

Le 19 juillet, un communiqué de l'Armée des Guérilleros des Pauvres

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

TRIBUNE ECONOMIQUE

L'AGGRAVATION DE LA CRISE

Pendant que le gouvernement prend des mesures afférentes à la stabilisation des parités et à l'accumulation des réserves monétaires, le niveau de vie des guatémaltèques diminue constamment et le pays est en proie au chômage et à l'inflation. En 1980, le revenu par tête d'habitant au Guatemala était de 443 quetzales (un dollar équivalait alors un quetzal); alors que pour 1985 le chiffre atteignait les 364 quetzales (actuellement un dollar équivaut à 3,00 quetzales). Les niveaux de l'inflation annuelle, sans accumulation, sont passés du 9 au 31 % entre 1980 et 1985. Ce qui confirme le fait suivant: si les revenus par tête d'habitants en monnaie nationale ont diminué au cours de cette période de 20 %, le degré d'appauvrissement réel a été beaucoup plus important.

Actuellement et du fait de la dévaluation du quetzal, les niveaux d'inflation pourraient atteindre les 300 %, ce qui aggrave d'autant plus la situation, déjà fort difficile, sur le plan économique. Pour les couches les plus démunies de la population et surtout si l'on prend en considération les "ajustements salariaux" qui ne dépassent pas une augmentation de 30%.

De nos jours, le pays dispose de réserves monétaires disponibles pour une valeur de \$ 65 millions. Le 14 janvier, date à laquelle le Président Vinicio Cerezo entra en fonction, les réserves nettes étaient négatives de \$17 millions. C'est ce qu'affirme le Président de la Banque de Guatemala, Federico Linares.

Les réserves brutes étaient de \$ 526 millions et pour 1985 elles se maintenaient à \$ 514 millions à ceci près que pour cette année les obligations du pays sont plus élevées. Pour 1980, les réserves nettes ont été de l'ordre de \$30 millions alors que pour 1985, on enregistrait le chiffre de \$ 155 millions. Cela s'explique par le fait que les obligations extérieures ont crû de façon accélérée. En 1980, la dette extérieure globale était de \$821 million comparée à celle de 1985 qui s'élève, selon des données de la Banque de Guatemala, à \$ 2.643 millions.

Durant cette période, la Banque de Guatemala a pu dans ses devises au compte-goutte pour des travaux tels que le Port Quetzal et pour l'entreprise de développement des autoroutes guatémaltèques -DAG-, qui a dépensé \$79 millions sans pour autant avoir construit un seul mètre d'autoroute.

Le Président de la Banque Centrale et le Groupe Monétaire, Federico Linares, a reconnu, le 6 mai, être co-responsable de cette situation anormale qui a prévalu au cours de ce quinquennat lorsque la croissancedemesurée de la dette extérieure et la décapitalisation du pays ont conduit à la crise économique actuelle.

Du fait de la croissance du Produit Intérieur Brut estimé à 1,5% pour 1986 par rapport à l'année précédente, deux aspects essentiels caractérisent la crise économique guatémaltèque: l'inflation et le chômage. Tous deux ont parallèlement crû et semblaient échapper au contrôle des autorités politique et financière.

L'augmentation de l'indice des prix au cours de cette année, corollaire de la dévaluation de fait du quetzal vis-à-vis du dollar, en plus de la pression née de par l'émission excessive monnaie, la spéculation et la contraction de la production, s'accompagne d'un phénomène alarmant en ce qui concerne ses implications sociales: le chômage.

Le plan de redressement économique et social élaboré par les démocrates-chrétiens, et mis en route durant le mois de juin dernier, a pour but de créer des emplois moyennant des investissements du pouvoir public.

100 millions de quetzales du budget général des dépenses de la nation pour la création d'emplois temporaires ont été prévus. Cependant, presque 50% de la population économiquement active, environ un million et demi de guatémaltèques, se trouve au chômage et, dès lors, on ne s'attend pas à ce que cette mesure permette d'obtenir un impact politique significatif ou à ce qu'elle arrive à résoudre le problème économique d'un large secteur de la population.

En outre, la plus grosse partie du budget public est destinée à des frais de fonctionnement qui se sont considérablement élevés depuis plusieurs années étant donné les actions contre-insurrectionnelles. La relation entre les quetzales versés pour le fonctionnement et ceux qui alimentent l'implantation de nouveaux services et travaux publics est de trois à un. En dépit de ce déséquilibre évident, on considère que l'augmentation du budget public est le facteur le plus important dans la rupture du cycle chômage-baisse de la demande de travail-chômage.

Il est un fait qu'en dépit de leurs précarités, ces mesures gouvernementales pourraient porter quelques fruits si seulement elles favorisaient une attitude plus réceptive de la part de l'Initiative Privée pour tout ce qui porte sur la création de nouvelles sources de travail et sur l'augmentation des salaires.

Plusieurs mois après la présentation desdites initiatives gouvernementales les chefs d'entreprises ne font pas mine de modifier leur attitude et ils persistent dans leur volonté d'augmenter le prix des biens et des services, de maintenir un niveau de salaires fort bas et de fermer les sources de travail.

La politique fiscale est un autre des instruments que le gouvernement compte utiliser pour influencer sur les variables économiques.

12,72% des impôts sont directs, au Guatemala et le reste est constitué par les impôts indirects. Partant, les charges fiscales pèsent sur les consommateurs et non sur les producteurs, fournissant par la même un stimulant supplémentaire pour l'investissement privé qui, cependant, a décliné.

Divers secteurs ont dénoncé cette dichotomie fiscale et ont demandé aux démocrates-chrétiens de ne pas hésiter à intervertir la relation entre impôts directs et indirects. Les tentatives préables visant à modifier cette relation ont été accueillies par un rejet immédiat de la part des chefs d'entreprises et, à en juger par la situation, la

démocratie-chrétienne ne semble pas être disposée à courir des risques en optant pour une position plus vindicative face à l'Initiative Privée.

En dépit de l'augmentation des recettes fiscales par le biais de l'impôt sur les bénéfices supplémentaires réalisés par les exportateurs agricoles, prévu dans le train officiel de mesures économiques, qui selon les attentes devrait atteindre les 500 millions de quetzales, le gouvernement enregistrera, cette année, un déficit budgétaire équivalent à 2,5% du PIB.

La politique fiscale, restrictive pour la consommation et expansionniste pour l'investissement, comporte des rubriques dont la valeur, au delà de l'aspect monétaire, est d'avoir pour objectif l'encouragement prodigué aux chefs d'entreprises pour que ces derniers fassent montre d'une attitude favorable au salut de l'économie nationale.

L'impôt sélectif à la consommation fournira, en 1986 uniquement, 10 millions de quetzales mais, l'on s'attend à une baisse de l'encouragement à la consommation de biens d'importation et au bout du compte, cela pourrait constituer un stimulant à la création d'industries alternatives ou de substitution.

La politique des changes est un troisième aspect qui selon les démocrates-chrétiens aura une influence sur les montants d'investissement de capital. La Banque de Guatemala et le Groupe Monétaire ont approuvé l'octroi du bénéfice du change aux exportations, dans un rapport de 2,50 quetzales par dollar, quantité qui est supérieure à l'ancienne parité de un quetzal pour un dollar.

De la sorte, pour chaque dollar qui entre dans le pays, le chef d'entreprise peut disposer d'un quetzal supplémentaire grâce à ce bénéfice né du change.

Les déductions de l'impôt sur les bénéfices supplémentaires étant faites et, en guise de contrepartie, les importations devront être payées au même taux de change (2,50 quetzales pour un dollar). Le montant sera alors assumé par le consommateur avec les effets inflationnistes inévitables.

La combinaison de la politique fiscale et budgétaire, dans le but d'augmenter la demande et stimuler la production, va de pair avec une politique monétaire visant à réduire la masse monétaire en circulation.

Le Gouvernement a mis en circulation de l'argent qui ne disposait d'aucune couverture, pour une valeur de 2 milliards au cours de ces 6 dernières années, faisant croître l'inflation jusqu'à des niveaux sans précédents.

Récemment le Groupe Monétaire a accepté d'augmenter les taux d'intérêts bancaires de 2% afin de stimuler l'épargne, il a augmenté les encaisses bancaires, ce qui limite la possibilité pour les banques d'accorder des crédits et il a recommandé à l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale d'acheter des bons du trésor pour une valeur de 200 millions de quetzales, somme qui servira à financer le déficit budgétaire sans pour autant avoir recours à l'émission inorganique d'argent.

Par ailleurs, le Groupe a autorisé la Banque de Guatemala à vendre des valeurs publiques aux taux d'intérêts élevés pour une valeur d'un milliard de quetzales, par le biais d'opérations de marché ouvert.

Faisant partie des mesures complémentaires au plan de redressement, le Gouvernement a mis sur pied des instruments juridiques aux fins d'assurer le contrôle des prix, ce qui n'a eu qu'un effet limité étant donné que les commerçants font monter les prix avant leur gel. Les travailleurs syndiqués ont manifesté leur méfiance et leur insatisfaction devant les initiatives gouvernementales et ils considèrent qu'il est préférable d'enrayer l'escalade des prix qui érode le pouvoir d'achat de leurs salaires plutôt que d'entendre des promesses d'augmentation qui tardent par trop à se produire et qui lorsqu'elles sont concédées sont déjà dépassées par la spirale inflationniste.

Les craintes exprimées par le secteur du travail, à l'aube du gouvernement actuel, en ce sens que le redressement, tel qu'il fut baptisé, ne répondra pas suffisamment aux demandes les plus minimales de la population, n'ont pas, jusqu'à ce jour et au vu de la réalité actuelle, été démenties.

Il semble difficile de résoudre le problème économique et social du pays par le truchement de mesures strictement fiscales, monétaires et de change, car la solution des problèmes les plus criants se trouve dans le conservatisme de la structure agraire, raison principale qui explique les taux élevés de chômage et l'instabilité politique prolongée que connaît le Guatemala.

-2-

-EGP- signalait que des forces guérillères avaient lancé deux attaques contre un détachement et un collonne de l'Armée gouvernementale dans le nord-ouest du pays occasionnant 18 pertes.

Les actions insurrectionnelles ont eu lieu, le 13 juillet, sur des terres de la municipalité de Nebaj et auprès du détachement militaire du village Juil, dans la municipalité Chajul, département de El Quiché.

SITUATION SOCIAL

DES INSECTICIDES PROVOQUENT DE NOMBREUSES PERTES

Le 20 juillet, la presse locale faisait savoir que la consommation intentionnée et l'inhalation involontaire de puissants insecticides N, interdits dans la majorité des pays, ont été la cause du plus grand nombre de décès au cours des deux premières semaines du mois de juillet dans l'hôpital régional de Cuatepeque, département de Quetzaltenango, le plus important du genre dans la région.

Les statistiques signalent que 5 des 16 décès survenus au cours de ce laps de temps sont dus à la consommation des produits chimiques utilisés pour les travaux agricoles.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE GOUVERNEMENT ENTRAVE L'ORGANISATION SYNDICALE

Le 18 juillet, l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala - UNISITRAGUA- signalait que le gouvernement démocrate-chrétien entravait le droit à l'organisation syndicale par des arguments invraisemblables qui vont à l'encontre des dispositions constitutionnelles à cet égard.

Le communiqué publié par la presse locale et la centrale syndicale, dénonce les entraves pseudo-légales, auxquelles le gouvernement a recours pour empêcher la libre syndicalisation des travailleurs du secteur public.

DROITS DE L'HOMME

MASSACRE D'UNE FAMILLE

Le 16 juillet, 4 membres d'une famille ont été mis en pièces et deux autres ont été gravement blessés par les éclats d'une grenade à fragmentation que des effectifs des forces de sécurité ont lancé dans leur logement, dans la bourgade Ixtapa 2, située dans la municipalité de San Antonio, dans le département de Suchitepequez, dans le sud-ouest.

Les victimes ont été identifiées et sont: Juan Saquic, âgée de 42 ans et ses enfants, Augusto, Rosa et Alejandro Saquic Sotz, âgés respectivement de 16, 18 et 25 ans.

LA POLICE SEQUESTRE DES PAYSANS

Le 18 juillet, trois paysans de la municipalité de Palin, dans le département méridional de Escuintla, étaient séquestrés par des effectifs du Bataillon de Réaction pour les Opérations Spéciales -BROE-, de la police Nationale. Ces faits ont été dénoncés par madame Justa Shulu, mère d'une des victimes.

Madame Shulu a signalé que son fils Norberto Osorio et deux autres jeunes, qui n'ont pas été identifiés, ont été violemment "extraits" de leur domicile, dans la municipalité sus-mentionnée, et jusqu'à ce jour on ignore tout leur lieu de détention.

ATTENTAT CONTRE UN DIRIGEANT DE COMMUNAUTE

Le 19 juillet, la presse locale signalait que le jeune Denis Alberto Mencos, dirigeant de la Communauté Tierra Nueva 2, de la ville de Guatemala et membre d'un Front Estudiantin de l'Université de San Carlos, avait été attaqué, le 18 juillet, alors qu'il se trouvait à bord d'un véhicule particulier en compagnie de diverses autres personnes. Tous sont sortis indemnes de l'agression.

Les habitants de cette communauté de Tierra Nueva 2 ont effectué au cours de ces derniers mois, plusieurs manifestations de protestation afin d'exiger de meilleurs conditions de vie. Ces manifestations ont généralement été dissoutes de façon violente par les forces de sécurité.

LES ASSASSINATS CONTINUENT

Roberto Antonio Gonzalez, âgé, de 19 ans, Raul Antonio Gudiel, 32 ans et un mineur d'âge non identifié, âgé de 16 ans, ont été retrouvés, morts, le 21 juillet, dans un secteur de la ville de Guatemala. Les corps présentaient des traces de tortures, de nombreux impacts de balles et le "coup de grâce" que les forces de sécurité ont l'habitude de donner aux exécutions extra-judiciaires.

Dans la municipalité de San Andres, dans le département de El Petén, des effectifs de sécurité ont assassiné, le 21 juillet, le Directeur de l'école locale, le Professeur Blas Caño Castillo et les agriculteurs Hector Rene Soto et Oswaldo Sergio Manzanero.

DES CADAVRES MUTILES

Les milieux de presse locaux ont signalé, le 16 juillet la découverte de deux cadavres masculins non identifiés, portant des traces de torture et le "coup de grâce" classique.

Les paysans Carlos Estrada Dubon et Ventura Estrada Estrada ont été assassinés, par balles, le 21 juillet, dans le département de El Petén et leurs crânes portaient la trace de "coupe de grâce", selon des rapports légistes rendus publics le 22 juillet.

SEQUESTRATION DE FEMMES

Le 21 juillet, la mineure d'âge, Martha Judith Chiric Ortiz, âgée de 15 ans, était séquestrée dans un secteur du centre de la ville de Guatemala par des effectifs de la police. C'est le père de la victime, Gabriel Chiric Chex qui a dénoncé les faits le 22 juillet. Quelques jours paravant, le 17 juillet, une jeune femme de 25 ans, dont le nom n'a pas été révélé de crainte de représailles, était enlevée dans des circonstances semblables. Elle a été soumise à des tortures et des vexations durant trois jours avant d'être remise en liberté.

LES SUISSES CONDAMNENT L'ARMEE

Dans un communiqué diffusé le 15 juillet, on apprenait que 21 membres du Parlement suisse et diverses organisations universitaires et professionnelles avaient manifesté leur préoccupation vis-à-vis des "milliers de détenus et disparus, victimes de la séquestration et de violations commises par des effectifs de l'Armée et des forces de sécurité contre la population civile", au Guatemala. Les parlementaires et les organisations helvétiques ont exprimé leur solidarité avec le groupe d'Appui Mutuel -GAM- composé des proches des personnes disparues et, demandent du gouvernement démocrate-chrétien des garanties pour la vie et l'intégrité physique de ses membres.